

SANTIAGO (CHILI)

AB-2129
CII/AB-776
19 mars 2001
Original : espagnol

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CHILI
À LA SÉANCE D'OUVERTURE

Ricardo Lagos Escobar

1. Au nom de la République du Chili, je tiens à vous souhaiter la plus cordiale bienvenue, à vous, nos amis, Gouverneurs, invités et fonctionnaires de la BID. Nous nous réjouissons de vous accueillir dans notre pays.
2. Le Chili, comme on l'a rappelé, est reconnaissant à la Banque pour ses travaux ; le premier président de cette institution fut un distingué Chilien, Felipe Herrera, l'homme qui par son audace et sa capacité de séduction a réussi à créer une banque différente à plusieurs égards et qui, pour beaucoup, était un projet irréalisable.
3. On avait écrit quelque part : Comment cette banque pourra-t-elle être efficace si elle est gérée par les débiteurs ? Comment pourra-t-elle être efficace si, en définitive, la majorité des membres du conseil d'administration sont des Latinoaméricains qui seront actionnaires majoritaires dans le capital ?
4. Pourtant, dans ce monde qui était alors aux prises avec la guerre froide, nous, Latinoaméricains, avons réussi à démontrer que ces craintes étaient injustifiées : à preuve, la Banque interaméricaine de développement est maintenant dynamique, puissante et créative.
5. C'est sûr : elle s'éloignait des modèles existants, en encourageant l'assistance technique, des programmes de formation et des projets visant à renforcer l'enseignement supérieur, la science et la technologie.
6. Quand on a déclaré que cette banque allait être une banque d'intégration, bien des gens se regardèrent, surpris de ce genre de propos. Jusqu'à présent, la Banque a conservé ce profil et c'est ce qui nous permet d'envisager maintenant de nouveaux enjeux, en

faisant preuve de la même imagination et de la même audace que les fondateurs de l'institution.

7. Par ailleurs, la région, l'Amérique latine et les Caraïbes, est plus qu'une statistique ; c'est aussi une aspiration :

- C'est un tout géographique, avec des routes et des liens dont nous rêvons
- C'est un environnement, qui aspire à la communauté et à l'intégration
- C'est un passé, tenté par l'avenir
- C'est une diversité qui nous étonne par sa richesse
- C'est un espoir en quête de liberté, car, nous le savons bien, nous aspirons toujours à un meilleur avenir.

8. Et le développement, pour sa part, est un processus dans lequel, comme l'a très bien dit ici notre ami le Président de l'Uruguay, les règles d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui. La seule chose dont nous sommes certains, c'est que demain nous surprendra.

9. La BID, cette banque interaméricaine, a commencé sa mission au seuil des années 60, une époque pendant laquelle existait, parfois, plus qu'à toute autre époque, un tout autre monde : un monde d'économies fermées — à l'origine de l'extérieur, soit l'économie internationale, quand eut lieu la Grande dépression des années 30 et que les règles furent alors changées. Nous vîmes les gouvernements, toutes tendances confondues, encourager le remplacement nécessaire des importations.

10. Ce qui est sûr, c'est que, depuis lors, nous avons fait de la nécessité une vertu, bien qu'il y ait toujours eu des voix pour nous prévenir du danger d'un protectionnisme outrancier.

11. Comment envisagions-nous l'intégration dans les années 60 ?

- Comme l'union de nos faiblesses
- Comme une réduction des tarifs douaniers entre nous
- Comme la possibilité de prolonger nos économies, à l'intérieur, mais derrière une grande muraille à l'extérieur. Nous n'envisagions pas la possibilité d'entrer en concurrence sur la scène mondiale.

12. La muraille était celle d'une économie internationale encore très mal structurée et aussi, nous nous en souvenons, la muraille de la division du monde en période de guerre

froide. C'était assurément une guerre froide, mais elle a embrasé plusieurs fois certains de nos pays.

13. Pourtant, à partir des années 70 et 80, le changement a commencé à secouer le monde, après la crise du dollar dans les années 70 et après celle du pétrole, du moins la première.

14. L'internationalisation des grandes entreprises s'accélérait. Les capitaux financiers s'approprièrent les nouvelles technologies de la communication. Ces deux tendances franchirent nos murs, ceux que nous avions tenté de construire, et, au passage, bien sûr, elles finirent par jeter à bas le Mur de Berlin.

15. Dans notre région, l'Amérique latine, disons-le, nous avons été en mesure de progresser aussi pour ouvrir la voie à la libéralisation, au renforcement de la démocratie, après une longue nuit de gouvernements autoritaires. C'est maintenant une Amérique latine nouvelle et distincte.

16. Aujourd'hui, nous vivons, peut-être, ce qui a été appelé le processus de mondialisation, comme le définissait le Président de l'Uruguay, M. Batlle.

17. Nous pouvons ne pas être d'accord sur sa définition, mais quelle que soit notre empressement ou notre réticence vis-à-vis de la mondialisation, elle est ici pour rester.

18. Le monde a changé, et en regardant la réalité à l'oeil nu, nous nous sommes retrouvés en présence de règles qu'il fallait réapprendre, des règles différentes de celles qu'on nous avait apprises auparavant.

19. Les conditions dans lesquelles nous avons surmonté la crise ont certes contribué à rendre plus homogènes nos politiques économiques comme jamais auparavant dans l'histoire des politiques économiques de l'Amérique latine. Nous étions retournés sur la scène de l'économie internationale, dans d'autres conditions, soit celles du célèbre consensus de Washington : nous savions pertinemment ce que nous avions à faire.

20. Il est sûr que dans certains pays cette mondialisation et ce rapprochement vers les nouvelles conditions se sont opérés dans un système démocratique, et les coûts sociaux ont peut-être été moindres. Ici, nous l'avons fait à moitié sous un gouvernement autoritaire, à moitié sous un régime démocratique. Les coûts sociaux dans un processus autoritaire sont plus lourds.

21. La démocratie cherche à assurer une plus grande équité, ce qui n'est pas toujours possible, mais quand il n'existe pas de démocratie, une chose est sûre : les coûts sont toujours répartis de manière injuste. Les gagnants et les perdants le savent d'avance. Dans une démocratie, au moins, il est possible de pouvoir y remédier.

22. Dans nos démocraties, nous avons aujourd'hui le sentiment que, même si les tâches ont bien été réalisées, la croissance stable continue de nous échapper et l'équité est davantage une quête qu'une certitude. La pauvreté nous assaille, avec son agressivité et sa cruauté, en créant chaque jour des injustices.

23. Nous savions ce que nous devons faire et nous l'avons fait. À présent, la croissance est de 5 à 5,5 % ; l'inflation sera cette année de 3 %. Nos tarifs douaniers sont affectés d'un niveau d'ouverture de l'ordre, d'ici à trois ans, de 6 %, à quelques exceptions près, je m'empresse de le dire, pour que M. Batlle ne me les fasse pas payer lors de la prochaine réunion, mais nous avons aussi été capables, à cet égard, de progresser dans d'autres domaines : nous voulons accroître notre ouverture sur le marché des capitaux et nous avons été en mesure de créer suffisamment d'espace pour l'autonomie de nos politiques monétaires. À la bonne heure. Et nous venons d'écouter aujourd'hui un message de courage à propos des tâches que veut réaliser le Président de l'Argentine, M. de la Rúa.

24. Il a exposé avec clarté l'attachement de son gouvernement à une bonne partie de ces grands enjeux qui sont le point de départ de l'instauration de ses politiques. Et on ne peut qu'applaudir le courage, la force de décision qui les sous-tend, ainsi que l'appui que nous devons tous lui accorder, parce que la chance de l'Argentine est notre chance à nous tous, pays voisins. Bonne chance, Monsieur le Président, en ce qui concerne la décision que vous venez de prendre.

25. Mais aussi, disons-le, les choses sont bien différentes de ce qu'elles étaient il y a dix ans. Nous aurons du mal à profiter de l'abondance de fonds externes qui inondaient nos économies et qui permettaient de financer des déficits compatibles avec une croissance stable.

26. Nos conditions sont différentes. Nous aurons à apprendre à nous développer avec moins de fonds externes, à être plus productifs et plus efficaces. Ces trois défis que nous lance Enrique Iglesias, voilà notre tâche.

27. Mais, bien sûr, pour être plus efficaces, avec moins de travailleurs nous avons produit davantage ; nous avons donc augmenté la productivité, tant mieux, mais nous avons aussi créé les conditions propices au chômage qui n'a pas diminué.

28. C'est justement ce qui nous force, donc, à voir clair dans nos idées, et je tiens à le dire ici très clairement : le monde actuel nous oblige à avoir les pieds, à nous positionner solidement, dans deux mondes différents. D'une part, nous nous sommes davantage impliqués dans l'économie mondiale et c'est une entreprise qui exige d'aller toujours de l'avant. On ne peut faire machine arrière. Mais, d'autre part, nous sommes l'Amérique latine ; c'est là que sont nos racines, nos voisins, nos frères, notre culture, notre histoire, notre avenir.

29. C'est pour cela que nous déployons des efforts pour nous insérer dans ces nouvelles conditions. C'est aussi pour cela, compte tenu d'une réalité telle que le Mercosur, que Fernando de la Rúa a raison quand il déclare : « c'est là que commence l'intégration entre nous ». C'est un passage obligé pour nous forcer à poser l'autre pied dans cet environnement mondialisé auquel nous voulons participer.
30. Si je dis que nous devons avoir les pieds dans deux mondes, c'est parce que nous sommes offertes des possibilités inimaginables dans l'économie internationale et, en même temps, la répartition de nos revenus laisse encore à désirer ; nos institutions qui ont des liens avec l'économie internationale sont plus modernes que les institutions que nous avons créées en matière de développement social.
31. Si nous allons nous positionner dans ce commerce international, à un moment donné nous devons aussi répondre aux questions qui nous seront posées à propos de notre législation dans les domaines social et environnemental et dans celui du travail. Je crois que nous devons être clairs vis-à-vis de ces questions, parce que c'est à nous à imposer les règles, et non aux autres. Mais ces questions seront-elles vraiment abordées ? Bien sûr que oui.
32. Par conséquent, de la même façon que nous devons faire preuve de sérieux et connaître les règles de nos actions nécessaires puisque ce sont les facteurs déterminants en matière de politique économique, de comportement fiscal sérieux, de budget équilibré, de faible taux d'inflation, de faibles tarifs douaniers pour assurer notre compétitivité dans le monde, nous devons aussi pouvoir offrir à nos peuples un réseau de protection sociale et pouvoir l'étendre. Qu'on ne vienne pas nous dire que, parce que nous leur avons offert ce réseau de protection sociale, nous perdons tout simplement notre position de compétitivité.
33. Il n'y a pas d'incompatibilité entre, d'une part, appartenir à ce monde du développement et à y participer, et, d'autre part, accomplir ce que nous avons à accomplir chez nous.
34. Nous manquons de sérieux si nous entrons en concurrence et si nos économies sont affligées de niveaux élevés de fraude fiscale. En d'autres termes, pourquoi d'autres pays versent-ils 3.500 millions de subventions à l'agriculture, entre autres, pourquoi leurs recouvrement d'impôts sont-ils, disons, très loin des niveaux dont nous disposons dans ce domaine ?
35. Nous voulons donc être des pays sérieux et, tout comme nous savons ce que nous devons faire en matière économique, nous avons encore des actions sociales à entreprendre et sur lesquelles nous devons nous mettre d'accord tous ensemble.
36. Parallèlement, j'estime que nous devons aussi être capables, entre nous, de nous intégrer de manière plus réaliste. Cette intégration ne signifie pas seulement l'intégration de nos tarifs douaniers, les directives étant fixées pour tous. Nous devons aussi réaliser

notre intégration sur le plan géographique, d'où l'intégration de nos infrastructures, et il nous faut donc prévoir des politiques communes face à divers enjeux et avoir des objectifs communs dans ce domaine. C'est justement ce qui fait de notre processus d'intégration, puisque nous sommes déjà implantés dans la région, un élément central si nous voulons pouvoir relever le défi qui nous est offert.

37. Je crois donc que nous avons intérêt à nous entendre sur cette question, soit le fait de nous implanter, nous Latinoaméricains, dans deux mondes à la fois, ce qui est le sort de l'Amérique latine. L'appartenance, ambiguë, en quelque sorte, des Latinoaméricains à ces deux entités a toujours existé.

38. Nous avons deux tâches à accomplir simultanément et en complémentarité : nous devons nous intégrer dans ce monde en route vers la mondialisation et nous devons le faire selon un programme commun, à définir entre nous.

39. Soyons clairs : l'ordre du jour commercial, bien entendu, devient un ordre du jour plus exhaustif en matière de développement. Nous n'allons pas choisir l'autarcie sans développement, pas plus que nous n'allons opter pour le développement sans intégration. Et je crois que c'est la question fondamentale que nous devons aborder ici.

40. Nous n'allons pas nous diviser quant au niveau des tarifs douaniers, parce que nous savons tous où mèneront ces tarifs. Accomplissons, bien sûr, les travaux que nous devons effectuer, qui sont bien plus exhaustifs et qui consistent, en définitive, à croître moyennant l'égalité des chances pour tous, parce que c'est la norme éthique de notre époque.

41. Pour ce faire, nous devons pouvoir participer à ce nouveau monde, être à la hauteur des défis qui nous sont lancés. Mais nous participons à l'économie internationale à certaines conditions, pour en retirer des avantages, ce qui représente un formidable contenu éthique.

42. Nous n'exigeons pas d'escale dans ce voyage mais nous nous battons pour bénéficier de meilleures conditions, parce que nous ne voulons pas que le voyage de l'Amérique latine, comme le dirait Eduardo Galeano, se solde par plus de naufragés que de survivants. Nous voulons que tous survivent dans de meilleures conditions.

43. Chaque décennie, chaque année, chaque jour est un défi différent. Aujourd'hui, comme nous le rappelait le Président, M. Enrique V. Iglesias, nous devons relever le défi d'un écart numérique qui, à moins que nous ne prenions des mesures, s'amplifiera sans cesse, mais vous en êtes bien conscients.

44. C'est là, à mon avis, mes amis, que doit intervenir la Banque interaméricaine de développement, dont le rôle, aujourd'hui comme hier, est d'animer le processus dans lequel est engagée la région, soit celui de l'intégration entre nous, et simultanément, celui de l'intégration dans l'économie internationale.

45. La BID est plus qu'une banque. C'est vrai : c'est une idée, un sentiment. Elle a aussi un formidable défi institutionnel qui consiste à appuyer des projets innovateurs de développement et à servir de tribune digne de confiance pour aborder des aspects complexes d'intégration régionale. C'est ainsi qu'il en sera des nouveaux réseaux d'information technologique, de l'infrastructure dans le domaine d'un processus d'intégration, ou de la façon de comprendre que nous disposons d'un programme commun pour faire face aux conditions de cette mondialisation vers laquelle nous nous dirigeons.

46. Il est certain que ce monde vers lequel nous nous dirigeons dispose des normes et règles qui ont été exposées ici assez clairement. Vouloir les modifier requiert de notre part beaucoup de force et de convergence d'opinions.

47. C'est peut-être l'engagement fondamental qui doit être tenu : en définitive, la Banque est aussi une communauté éthique. Cet aspect éthique a deux dimensions : l'une d'elles représente la prestation des services qu'elle offre depuis près de 50 ans, et l'autre, les valeurs essentielles que recherchaient les fondateurs de la BID et qui se maintiennent si bien actuellement, dans un monde différent. La façon dont nous assurerons la compatibilité des valeurs de cette époque, voilà ce qui constitue les tâches concrètes actuelles.

48. C'est pour cela que je crois que cette Quarante-deuxième session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque se tient à un moment crucial et je ne doute absolument pas que vous pourrez tous nous donner de nouvelles idées pour cheminer avec brio, avec plus de certitude et moins de perplexité, jusqu'à la prochaine réunion.